

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ**

**ARRÊTÉ DU MAIRE - DÉPARTEMENT SAVOIE - CANTON BOURG-ST-MAURICE - COMMUNE DE TIGNES**

# ARRÊTÉ MUNICIPAL RELATIF À LA SÉCURITÉ SUR LES PISTES DE SKI ET SUR LES ESPACES RÉSERVÉS AUX PRATIQUES D’ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES DE GLISSE

**Le Maire de la Commune de Tignes,**

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment le 5<sup>ème</sup> alinéa, article L 2212.2, 2212.4 et L2122-24,

VU, les articles 121.3 et 223.1 du Code Pénal concernant la mise en danger d’autrui,

VU, la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l’Organisation de la Sécurité Civile, à la Protection de la Forêt contre l’incendie et à la Prévention des Risques Majeurs,

VU, la loi n° 91.2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules à moteur dans les espaces naturels,

VU, la loi n° 96.1236 du 30 décembre 1996 sur l’air et l’utilisation rationnelle de l’énergie,

VU, l’article 54 de la loi n° 2002-276 Démocratie de proximité,

VU, la loi n° 2004 - 811 du 13 août 2004, relative à la modernisation de la sécurité civile,

VU, l’arrêt en Conseil d’Etat n° 91257 du 13 juin 1990 confirmant la légalité de l’arrêté municipal du Maire de la Commune de Demi-Quartier Haute Savoie sur l’obligation de fermeture simultanée des restaurants d’altitude et des pistes,

VU, l’arrêt de la Cour d’Appel Administrative de Lyon du 1<sup>er</sup> février 1995 dans l’affaire Commune de la Grave,

VU, les considérants de l’arrêt de la Cour d’Appel de Chambéry du 26 novembre 1998, de la Cour d’Appel de Pau du 13 janvier 1998, de la Cour d’Appel de Grenoble du 19 février 1999 et du

jugement du Tribunal Correctionnel d’Albertville du 29 mars 1999,

VU, la norme NF S 52-100 relative aux pistes de ski alpin,

VU, la norme NF S 52-104 relative à l’information par les drapeaux d’avalanches,

VU, l’arrêté du Maire relatif aux mesures de sécurité à appliquer pendant la mise en œuvre du Plan d’Intervention pour le Déclenchement des Avalanches dans la station de Tignes,

VU, l’avis de la Commission Municipale de Sécurité du 10 décembre 2009,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

Est considéré comme piste de ski, tout parcours de neige balisé dans les conditions définies à l’article 2 ci-dessous du présent arrêté et réservé à l’usage exclusif de la pratique du ski et autres disciplines sportives pratiquées sur le domaine skiable ayant pour objet de glisser sur la neige à l’aide essentiellement d’équipements adaptés pour pratiquer les disciplines sportives de glisse assimilées au ski (ski, snowboard, télémark, monoski,...) et leurs adaptations à leur pratique par des personnes handicapées.

Tous ces équipements sont munis d’un système de freinage ou sont rendus solidaires de leurs utilisateurs.

L’accès et la circulation des personnes non munies de ces équipements de pratique des sports de glisse sur neige, sont formellement interdits sur les pistes en toutes circonstances (piétons, chiens, luges, scooters, quads, etc.) pendant leur ouverture au public. Le ski de randonnée le long des pistes (ski alpinisme ou montée en peaux de phoque) doit être pratiqué à l’extérieur du jalonnage des pistes.

Toutefois, les matériels d’entretien et de sécurité peuvent y circuler dans les conditions prévues à l’article 10, quel que soit leur mode de propulsion, et dans les conditions prévues dans les arrêtés municipaux concernant la circulation des scooters ou des chenillettes.

Les chiens de travail, accompagnés de leur maître-chien, sont également autorisés à accéder sur les pistes et à y circuler conformément à l’article 11 ci-après.

Certains passages, même régulièrement empruntés, s’ils ne sont pas balisés ni jalonnés, ne sont pas des pistes de ski au sens de cet arrêté.

Les entrainements et compétisions de ski ou disciplines associées sont interdits sur les pistes de ski ouvertes au public.

La construction de modules (bosses, tables, kicks...) destinés à la réalisation de figures acrobatiques (Freestyle, Backcountry...) est également interdite sur les pistes de ski ouvertes au public et à leurs abords immédiats compte tenu des possibilités d’atterrissage sur la piste.

Certains espaces sont autorisés ou exclusivement réservés à la pratique d’activités spécifiques de glisse (stades de slalom, snowpark, boarder-cross, etc...) et de ce fait, sont totalement interdits aux autres usagers du domaine skiable ou, font l’objet de règles de sécurité particulières. Ils sont matérialisés, signalés et aménagés spécifiquement pour la pratique de ces activités. Ils ne constituent pas des pistes de ski au sens de cet arrêté.

Ces espaces réservés sont divisés en deux sous ensembles :

**1)** Le premier est dédié à la compétition et à l’entrainement à la compétition de ski ou des disciplines associées. Il prend le nom générique de « stade de slalom ».

- L’accès aux stades de slalom est interdit aux personnes ne participant pas aux entrainements et/ou aux compétitions.

- Cette interdiction sera notifiée par la mise en place d’une signalétique adaptée (banderoles, panneau...) et/ou un dispositif (filet, rubalises, élastiques, merlon de neige...) empêchant l’accès aux personnes ne participant pas aux entrainements et/ou aux compétions. La mise en place de ces dispositifs relèvera du gestionnaire de la zone dédiée ou de son utilisateur.

- Les entrainements et compétitions dans ces espaces se déroulent sous la responsabilité des entraîneurs et/ou des organismes organisateurs. Ils se devront, avant chaque entrainement ou compétition, de veiller à la mise en sécurité de ces stades vis-à-vis des compétiteurs et des personnes extérieures.

- Lorsque plusieurs slaloms seront tracés sur le même stade, il appartiendra aux entraîneurs de s’organiser afin que les tracés et les départs soient suffisamment décalés pour éviter toute collision entre coureurs.

- Pour les entrainements de vitesse, (super G, descente) un seul tracé de vitesse sera autorisé par stade, pour les compétitions.

- La piste de la Descente située sur le Glacier de Grande Motte peut, durant certaines périodes, et notamment en automne, devenir un stade d’entrainement ou de compétition de vitesse (Super Géant et Descente). L’utilisation de ce stade de slalom est subordonnée à la signature d’un protocole d’entrainement et de sécurité spécifique avec la Régie des Pistes.

- Le service de sécurité des pistes pourra en tout état de cause, décider de la fermeture des stades de slalom pour raison de sécurité.

**2)** Le second comprend l’ensemble des zones spécialement aménagées pour des pratiques spécifiques (boarder-cross, slalom parallèle...) ou du freestyle (sauts, figures aériennes diverses sur différents modules,...). Il prend le nom générique de « zone ludique ».

- Ces pratiques demandent des aménagements spécifiques restant à demeure sur la zone (modules, rails, tables, bosses, virages relevés, whoops...)

- Chaque aménagement spécifique recevra une couleur d’identification permettant au public de juger de la difficulté de l’obstacle.

Vert : facile
Bleu : difficulté moyenne
Rouge : difficile
Noir : très difficile

L’attribution de la couleur d’identification de chaque module relève de la responsabilité du gestionnaire de la l’espace réservé.

- Le pourtour des divers modules devra être matérialisé par des jalons jaunes et noirs et/ou de la rubalise ou des filets de signalisation de manière à ce que les modules restent identifiables en cas de mauvaise visibilité (jour blanc, chute de neige...). La mise en œuvre et l’entretien de cette signalisation relèvera du gestionnaire de ces espaces réservés.

- Pour la progression sur ces espaces, le port du casque et de protections spécifiques (protection dorsale, protège poignet...) est vivement recommandé.

- L’accès à ces zones n’est pas interdit au public. Cependant, de par leur aménagement et les pratiques exercées, il convient de respecter certaines règles de sécurité spécifiques en plus des règles habituelles

- respecter la signalétique et ne pas la déplacer
- respecter le sens de circulation dans le park
- ne pas stationner dans les aires de réception
- ne pas couper les prises d’élan (seul ou en groupe)
- en cas d’accident fermer le module (mettre des jalons en travers ou une personne sur le kick) et faire prévenir les secours.

- Ces règles générales pourront faire l’objet de compléments par affichage sur place.

- Afin d’éviter les accidents, la plus grande prudence et une extrême vigilance sont conseillées pour les non pratiquants venant en spectateurs ou accompagnateurs.

- Le service de sécurité des pistes pourra en tout état de cause, décider de la fermeture des zones ludiques pour raison de sécurité.

### ARTICLE 2

Les pistes de ski sont matérialisées sur tout leur parcours par des balises de couleurs différentes indiquant leur catégorie tel que prévu ci-après, suffisamment rapprochées pour éviter tout risque d’erreur de la part de leurs usagers. La norme NF S 52/100 sera appliquée sur le domaine skiable de Tignes.

**TOUT PARCOURS NON BALISÉ N’EST PAS UNE PISTE DE SKI MAIS RELÈVE DU HORS PISTE (free-ride) ET EST EMPRUNTÉ SOUS L’ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DES PRATIQUANTS.**

Les balises matérialisant les pistes de ski sont constituées par des disques de 40 centimètres au moins de diamètre et numérotées de 1 à x... à partir du point du bas de la piste (afin de renseigner l’usager et de préciser éventuellement au service de secours l’endroit exact où se trouve un accidenté).

Entre les balises et aussi sur le côté de la piste opposé aux balises, pour matérialiser les bords de la piste, il peut y avoir des jalons de la couleur de la piste qui concrétisent les limites latérales de celles-ci. Les jalons sont des piquets en bois ou toute autre matière de plus de 2 m de haut. Sur le bord droit en descendant les pistes, un dispositif de couleur orange fluo sur le haut des jalons permet de distinguer le côté droit du côté gauche.

**Les pistes sont réparties en quatre catégories :**

pistes faciles
pistes de difficultés moyennes
pistes difficiles
pistes très difficiles

balises de couleur verte,
balises de couleur bleue,
balises de couleur rouge,
balises de couleur noire.

Dans les pistes noires, les pistes " Naturide " ne sont pas travaillées par les engins de damage.

Chaque piste de ski recevra un signe d’identification (le nom) reporté sur les balises.

Les zones ludiques seront matérialisées selon les mêmes règles que celles utilisées pour les pistes de ski. Afin d’éviter toutes confusions avec ces mêmes pistes, les balises et jalons utilisés seront de couleur orange et le bord droit de la piste sera identifié par un dispositif de couleur noire sur le haut des jalons.

Il existe des zones de cohabitation entre piétons et skieurs (fronts de neige, grenouillères, voies d’accès aux bâtiments, restaurants d’altitude, débarquement des remontées mécaniques...) qui ne sont pas des pistes de ski au sens de cet arrêté, ces espaces seront parcourus avec prudence et sous la propre responsabilité des usagers.

La signalisation des dangers est constituée soit par des panneaux appropriés normalisés à fond de couleur jaune (portant la mention "DANGER "), soit par des jalons de couleur jaune et noire.

Les pylônes et les gares situés sur ou à proximité des pistes seront munis de protections adaptés.

Il est interdit formellement aux usagers des pistes de ski de modifier, déplacer ou dégrader les matériels de balisage, de signalisation ou de protection mis en place par la régie des pistes. Cette infraction peut constituer une mise en danger de la vie d’autrui.

### ARTICLE 3

A. Les usagers sont autorisés à emprunter le parcours d’une piste de ski que si celle-ci est déclarée et mentionnée " OUVERTE " par le service en charge de la sécurité des pistes.

B. Les usagers des pistes de ski pratiquant des sports de glisse doivent avoir dans tous les cas des lanières ou système fiables d’arrêt de leur équipement afin que celui-ci ne dévale pas les pistes en cas de chute.

C. L’usager des pistes qui est obligé de remonter ou de descendre une piste à pied doit utiliser le bord de la piste en prenant garde qui ni lui, ni son matériel ne soient un danger pour autrui, et en particulier sur les pistes faciles.

D. L’usager aval est prioritaire sur l’usager amont. Le dépassement doit se faire d’une manière assez large afin d’éviter toutes gênes ou collisions.

E. A un croisement de piste, l’usager doit s’assurer qu’il peut s’engager sans danger pour autrui.

F. L’usager des pistes doit stationner en bordure de piste ni derrière les bosses ni aux ruptures de pentes et en cas de chute doit libérer l’axe de la piste le plus rapidement possible.

G. Tout usager des pistes de ski doit respecter les informations, le balisage et la signalisation existant ainsi que tous les dispositifs de sécurité et de protection (matelas, filets de protection ou de signalisation, jalons, balises, etc. ...)

H. Les usagers des pistes de ski sont seuls responsables de leurs agissements et de leurs équipements et doivent se comporter de telle manière à ce qu’ils ne mettent pas autrui en danger ou lui porter quelque préjudice que ce soit ni par leur comportement ni par leurs équipements.

I. Tout usager des pistes de ski doit adapter sa vitesse et son comportement à ses capacités personnelles ainsi qu’aux conditions générales du terrain et des conditions météorologiques, à l’état de la neige et à la densité du trafic.

J. Le port du casque est recommandé surtout pour les enfants.

### ARTICLE 4

En fin de journée, la piste doit être déclarée " FERMEE " par le service de sécurité des pistes après reconnaissance.

Tout usager du domaine skiable rencontré doit se conformer aux instructions données par le pisteur-secouriste.

En fin de journée, l’arrêt des engins de remontée mécaniques doit s’effectuer assez tôt pour permettre aux usagers de regagner le bas des pistes en sécurité.

Les engins d’entretien travaillant la nuit sur les pistes fermées, tout parcours de ces pistes se fait aux risques et périls de celui qui les emprunte.

### ARTICLE 5

A l’heure de la fermeture des pistes, les exploitants des restaurants d’altitude doivent faire évacuer le restaurant à l’heure prévue dans l’autorisation d’utiliser sur le domaine skiable. Le pisteur secouriste qui ferme la piste les informe de son passage.

Chaque année, un arrêté d’autorisation d’utiliser le domaine skiable spécifique à chaque restaurant d’altitude fixe les horaires de fermeture en fonction des horaires de fermeture des pistes et avant celles-ci et les conditions de circulation d’engins mécanisés pour le ravitaillement des restaurants d’altitude. Il fixe aussi les conditions d’organisation éventuelles de soirées.

### ARTICLE 6

Afin d’informer les usagers, seront installés de façon à être facilement visibles de ceux-ci :

- Un tableau mentionnant les heures d’ouverture et de fermeture des engins de remontées mécaniques,

- Aux gares inférieures des remontées mécaniques de liaison, un tableau indiquant les pistes desservies par l’engin avec indications de leurs catégories, selon les dispositions de l’article 2 du présent arrêté.

- Au départ de chaque piste, une flèche de direction de la couleur de la piste.

Le plan des pistes sera disponible pour les usagers en différents points de distribution.

Ce plan comporte des informations générales sur les différentes pistes de la station, les horaires et les règles de conduite des usagers des pistes.

### ARTICLE 7

En cas de risque d’avalanche, ou si les conditions météorologiques sont défavorables à une exploitation normale du domaine skiable, la piste doit être immédiatement déclarée fermée et parcourue, sauf impossibilité, par un membre de la régie des pistes.

L’information du public sur les risques d’avalanches estimés par Météo France pour les secteurs hors pistes, conformément à l’échelle européenne, sera communiquée aux usagers par trois drapeaux :

Risques 1 et 2 (faible et limité)
Risques 3 et 4 (marqué et fort)
Risque 5 (très fort)

drapeau jaune,
drapeau à damiers jaune et noir,
drapeau noir.

La régie des pistes pourra adapter l’information donnée par Météo France en fonction de l’état du domaine skiable de Tignes et de la Prévision Locale du Risque d’Avalanches, avec l’accord de deux membres au moins de la commission de sécurité restreinte.

### ARTICLE 8

En cas de danger d’avalanche, l’usage des engins de remontées mécaniques et du domaine skiable pour l’accès aux pistes menacées pourra être interdit par le Maire ou par ses représentants habilités si toutes les pistes qu’ils desservent sont menacées.

Si l’exploitant des appareils de remontées mécaniques, ferme lui-même des appareils qu’il estime exposés au risque d’avalanche, il rendra compte sans délai, de sa décision au Maire ou à un autre de ses représentants.

Toutefois, les téléportés et les appareils souterrains pourront, s’ils ne sont pas menacés - ni eux ni leurs gares de départ et d’arrivée - par des avalanches, continuer à fonctionner pour les piétons qui devront redescendre obligatoirement par les mêmes moyens.

### ARTICLE 9

Un service de sauvetage et de secours aux personnes accidentées ou en difficulté sera organisé et doté des personnels et des matériels nécessaires à l’accomplissement de ses missions, notamment des matériels permettant l’alerte aux secours, les premiers soins, le transport et l’évacuation des blessés.

Chaque année, l’organisation de ce service de sécurité des pistes est présentée à la Commission Municipale de sécurité qui l’a agréé.

Les secours sont facturés pour la Mairie par la régie des pistes au bénéficiaire d’une évacuation par le service de Sécurité des Pistes, quel que soit le moyen utilisé et quelle que soit la discipline

pratiquée sur le domaine skiable sur piste ou hors piste conformément aux tarifs définis chaque année par délibération du Conseil Municipal.

Constitue un secours et un sauvetage, donc facturable, toute opération consécutive à un accident corporel ou non (accident de parcours, évacuation liée à la trop grande fatigue ou à l’incapacité de l’usager de continuer sa descente dans des conditions de sécurité normale pour lui-même ou pour autrui) ou accident matériel qui nécessite l’évacuation de l’usager par le service de sécurité des pistes par un moyen choisi par celui-ci.

Est également qualifié de secours ou sauvetage, toute intervention, sur ordre du Directeur des Pistes et de la Sécurité, par délégation du Maire dont il est le représentant, ayant pour objet de faire cesser tout danger généré par les auteurs d’imprudences graves, volontaires ou non et dont le comportement potentiellement facteur d’accident peut mettre en danger l’usager lui-même ou autrui. Cette opération de secours liée à un comportement anormal de l’usager (erreur d’itinéraire) sera facturée comme les autres interventions même en l’absence de blessure du secouru.

### ARTICLE 10

Durant la période d’ouverture des pistes, les matériels motorisés d’entretien et de sécurité utilisés dans le cadre des opérations urgentes sont autorisés sur les pistes aux conditions suivantes :

- Un itinéraire évitant les pistes sera favorisé,
- Ils porteront en évidence une signalisation lumineuse de couleur orange,
- Ils utiliseront leur avertisseur sonore en cas de mauvaise visibilité,
- La piste devra être dégagée le plus rapidement possible, avec un maximum de précautions,
- En cas de nécessité, un accompagnement sera mis en place pour les dameuses.

En cas d’accidents, nécessitant pour une période importante le stationnement et la circulation sur les pistes d’engins d’entretien ou de sécurité, la régie des pistes fermera la piste.

**Ces matériels motorisés peuvent, notamment, effectuer les missions suivantes :**

- Transport d’accidentés (avec ou sans traineaux),
- Transport de personnel pour les secours (médecins, secouristes, chiens d’avalanche...),
- Transport de matériel (matelas coquille, sondes...),
- Transport de matériel de balisage et de protection,
- Transport de matériel ou de personnel pour le sauvetage sur remontées mécaniques,
- Transport de matériel de dépannage de remontées mécaniques,
- Transport de matériel de dépannage des engins de damage,
- Transport de matériel et de personnel pour le PIDA,
- Transport de personnes non blessées à évacuer (bris de matériel, fatigue...),
- Déplacement pour l’exploitation du réseau de neige de culture,
- Surveillance générale du domaine skiable,
- Déplacement pour le travail des chenillettes,
- Transport de matériel pour les compétitions,
- Transport de matériel appartenant aux compétiteurs,
- Transport de matériel pour les animations,
- Retour au point de stationnement après travail,
- Celles découlant de l’article 5 et de l’autorisation annuelle d’utilisation du domaine skiable.

### ARTICLE 11

11.1 Les chiens d’avalanche en mission, entrainement ou de permanence sont admis à se déplacer sur les pistes, sous la conduite de leur maître.

11.2 La pratique du parapente, du speed-riding, de l’aile volante et du kite-surfing sur le domaine skiable est réglementée par des arrêtés spécifiques.

11.3 La pratique de la luge est réglementée par un arrêté spécifique.

11.4 Les descentes aux flambeaux nocturnes sont réglementées par un arrêté spécifique.

11.5 Les chevaux peuvent traverser les fronts de neige dans le cadre des sorties équestres organisées.

11.6 Les chiens de traineaux sont autorisés sur le domaine skiable sous réserve que l’organisateur signe avec la Commune une convention définissant, entre autre, les itinéraires autorisés.

11.7 Le déclenchement préventif des avalanches sur le domaine skiable est réglementé par un arrêté spécifique

11.8 Les Jardins d’enfants font l’objet d’une convention d’occupation du domaine public spécifique.

### ARTICLE 12

Dans le cas où les conditions climatiques et météorologiques rendraient particulièrement dangereuse la pratique des sports de glisse sur neige sur certaines pistes, il appartient au Directeur du Service des Pistes de prendre les mesures appropriées permettant d’assurer la sécurité et d’en faire part au Maire.

La pratique des diverses disciplines de glisse en dehors des pistes balisées et ouvertes (free-ride) est effectuée sous l’entière responsabilité des pratiquants à qui l’on conseille le port d’ A.R.V.A. (Appareil de Recherche des Victimes d’Avalanches).

Ces secteurs ne sont pas balisés, ne comportent aucun service d’ouverture ou de fermeture, ni de patrouille. Les pratiquants les parcourent à leurs risques et périls. Le port d’équipements permettant la localisation en cas d’avalanche est recommandé.

### ARTICLE 13

**L’information des skieurs est assurée par les moyens suivants :**

A – d’une manière générale :

- Par des panneaux électroniques ou manuels d’ouverture et de fermeture de pistes, situés dans les zones d’accès des remontées mécaniques,
- Par des journaux électroniques d’information placés à ces mêmes endroits, affichant des conseils de sécurité et de prudence aux skieurs si nécessaire,

- Par diffusion, notamment par l’Office de Tourisme, du plan des pistes de la station avec indication des catégories de difficulté,

- Par information sur l’ouverture et l’état des pistes diffusée par la station de radio locale,
- Par des informations consultables sur le réseau Internet www.tignes.net

B – sur le domaine skiable :

- Par des panoramas des pistes comportant leurs tracés en couleur (catégories de difficulté),
- Au départ de chaque piste par un fléchage directionnel précisant la couleur de la piste,
- A chaque départ de remontée mécanique, un panneau mentionnant les heures d’ouverture et de fermeture des remontées mécaniques,
- Par le balisage et le jalonnage conformément à l’article 2.
- Par les drapeaux d’information sur les risques d’avalanches conformément à l’article 7.

### ARTICLE 14

Le Directeur des Pistes est agréé par un arrêté du Maire.

Le Directeur du Service des Pistes et de la Sécurité, et ses adjoints, par délégation permanente du Maire, le personnel de la Régie des Pistes de Tignes, les exploitants des remontées mécaniques et du domaine skiable et leur personnel, la Gendarmerie Nationale, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché aux emplacements habituels ainsi qu’à tous lieux appropriés.

Le Directeur du service des pistes pourra provoquer à tout moment la réunion de la commission de sécurité restreinte présidée par le Maire.

### ARTICLE 15

Le présent arrêté annule et remplace l’arrêté municipal relatif à la sécurité sur les pistes de ski en date du 14 février 2005.

### ARTICLE 16

Conformément à l’article L 2131.1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- La Sous-Préfecture d’Albertville,
- Monsieur le Procureur de la République d’Albertville
- La Gendarmerie Nationale,
- Le P.G.H.M. les CRS secours en montagne,
- La Sécurité Civile de la Savoie,
- Le S.A.F,
- La Société des Téléphériques de la Grande Motte,
- Le directeur de la Régie des Pistes de Tignes pour affichage sur le domaine skiable,
- La Police Municipale, (conformément aux articles L 2213.18, L 2212.5 et à la loi 99.291 du 15 avril 1999 aux fins d’application) et à l’article 78.6 du Code de Procédure Pénale,
- Les écoles de ski ou de surf,
- Les magasins de location d’articles de sports,
- Les restaurants d’altitude situés sur le domaine skiable de Tignes,
- La mairie de Val d’Isère,
- L’Association Club des Sports de Tignes,
- La SEM Tignes Développement,
- Affichage en Mairie de Tignes avec date d’affichage et durée.

Fait à TIGNES, Le Maire,  
Le 11 décembre 2009 M. Olivier ZARAGOZA

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

## ARRÊTÉ DU MAIRE - DÉPARTEMENT SAVOIE - CANTON BOURG-ST-MAURICE - COMMUNE DE TIGNES

# MUNICIPAL DECREE RELATIVE TO SAFETY IN THE SKI AREA

# AND IN AREAS RESERVED FOR SPECIFIC SNOW RIDING ACTIVITIES

### The Mayor of the Commune of Tignes,

In view of the General Code of Local Authorities and especially the fifth line, articles L 2212.2, 2212.4 and L2122-24,

In view of articles 121.3 and 223.1 of the Criminal Code concerning the endangerment of others,

In view of law number 87.565 of the 22<sup>nd</sup> July 1987 concerning the Organisation of Civil Safety, the Protection of Forest from Fires and the Prevention of Major Catastrophes,

In view of law number 91.2 of the 3rd January 1991 concerning the use of motorised vehicles in natural areas,

In view of law number 96.1236 of the 30<sup>th</sup> December 1996 on air and the rational use of energy,

In view of article 54 of the law number 2002-276 concerning local democracy,

In view of the law number 2004-811 of the 13<sup>th</sup> August 2004 concerning the modernization of civil safety,

In view of State Council Decision number 91257 of the 13<sup>th</sup> June 1990 confirming the legality of the municipal by-law of the Mayor of the Commune of Demi-Quartier Haute Savoie on the obligation of the simultaneous closing of mountain restaurants and ski pistes,

In view of the decision by the Court of Administrative Appeal in Lyon of the 1st February 1995 in the case of the Commune of la Grave,

In view of the preamble of the judgment made by the Court of Appeal in Chambéry on the 26<sup>th</sup> November 1998, the Court of Appeal in Pau on the 13<sup>th</sup> January 1998, the Court of Appeal in Grenoble on the 19<sup>th</sup> February 1999 and the decision of the Magistrate's Court in Albertville on the 29<sup>th</sup> March 1999,

In view of standard NF S52-100 relating to alpine skiing pistes,

In view of standard NF S52-104 relating to the provision of information by avalanche flags,

In view of the Mayoral by-law relating to the safety measures to be applied during the implementation of the Avalanche Triggering Action Plan (PIDA) in the resort of Tignes,

In view of the opinion of the Municipal Safety Committee of the 10<sup>th</sup> December 2009,

## ARRETE

### ARTICLE 1

All marked snow routes under the conditions defined in article 2 below of the present by-law are considered ski pistes and are reserved exclusively for the practice of skiing and other sporting disciplines that are carried out in the ski area and designed to slide on snow with the aid essentially of equipment suitable for practicing the snowsports disciplines similar to skiing (skiing, snowboarding, telemark, monoski, etc.) and these disciplines suitably adapted for disabled persons.

All these types of equipment must be fitted with a braking system or attached to their users.

Access to circulation by persons not equipped with these types of equipment for practicing snowsports is strictly prohibited on the pistes under all circumstances (pedestrians, dogs, sleds, scooters, quad bikes, etc.) while they are open to the public. Ski touring along the pistes (ski mountaineering or climbing using seal skins) must be carried out outside the marked pistes.

However, maintenance and safety equipment may circulate under the conditions provided for in article 10, regardless of their method of propulsion and under the conditions in the municipal by-laws concerning the circulation of scooters and tracked vehicles.

Working dogs, accompanied by their handlers are also permitted to access the pistes and to circulate in accordance with article 11 below.

Certain routes, even if regularly used, that are not indicated or marked out are not ski pistes in the sense of this by-law.

Skiing competitions and training and associated activities are forbidden on ski pistes open to the public.

Building obstacles (bumps, tables, kicks...) for the purpose of performing acrobatic tricks (Freestyle, Backcountry...) is also forbidden on ski pistes open to the public and the immediately surrounding area in consideration of the risk of landing on the piste.

Certain areas are authorised or exclusively reserved for specific snow riding activities (slalom courses, snowpark, boarder-cross, etc...) and accordingly are completely out of bounds to all other users of the ski area or are subject to particular safety regulations. They are marked, signposted and specially laid out for these activities. They do not constitute ski pistes as defined by this by-law.

These reserved areas are divided into two sub groups:

**1)** The first group is dedicated to skiing competitions and training for skiing competitions and associated activities. It is covered by the generic term « slalom courses ».

- Slalom courses are out of bounds to persons not taking part in training and/or competitions.

- The public will be notified of this ban on entry by means of suitable signs (banners, notices...) and/or measures to prevent those not taking part in training and/or competitions from entering (netting, marker tape, elastics, snow barriers ...). Responsibility for setting up these measures will fall to the person(s) managing the dedicated area or to its user(s).

- Training sessions and competitions in these areas take place under the responsibility of the trainers and/or the organising bodies. It is their duty before each training session or competition to ensure that the courses are made safe for both competitors and people not involved.

- When more than one slalom course is to be laid out in the same race area, it is the responsibility of trainers to ensure that the race lines and starts are sufficiently far apart to avoid any collision between competitors.

- In the case of high speed training sessions (super G, downhill) only one high speed racing line will be allowed per race area for competitions.

- The Downhill piste on the Glacier de Grande Motte may, during certain periods, particularly in the autumn, become a training or competition course for high speed events (Super Giant and Downhill). Use of this slalom course is dependent on the signature of a specific training and safety protocol with the *Régie des Pistes*.

- The piste safety service may in any event decide to close the slalom courses for safety reasons.

**2)** The second group comprises all areas specially laid out for specific activities (boarder-cross, parallel slalom ...) or freestyle (jumps, various aeriels on assorted obstacles.). It is covered by the generic term « fun zones ».

- These activities require specific installations to remain permanently on the area (obstacles, rails, tables, bumps, banked turns, whoops...)

- Each specific installation will be color-coded to enable the public to judge the difficulty of the obstacle.

Green: easy  
Blue: quite difficult  
Red: difficult  
Black: very difficult

Allocating colour codes to each obstacle will be the responsibility of the person(s) managing the reserved area.

- The area surrounding each obstacle must be marked with yellow and black marker poles and/or marker tape or netting so that the obstacles remain visible in poor visibility (white out, snow fall ...). Arranging the maintenance of these markings will be the responsibility of the person(s) managing the reserved areas.

- The wearing of helmets and special protective equipment (back and wrist protectors) is strongly recommended when using these areas.

- The public is not forbidden to enter these areas. However, because of their layout and the activities taking place on them, it is advisable to follow certain specific safety rules in addition to the usual rules

- o Obey the signs and do not remove them
- o Follow the direction of the traffic in the park
- o Do not stop in the landing zones
- o Do not cross the run-ups (either alone or as part of a group)
- o In case of accident, close the obstacle (put marker poles or someone on the kick) and call the rescue team.

- Signs on site may add to these general rules.

- In order to avoid accidents, non-participants coming to watch or to accompany participants are advised to exercise the greatest care and vigilance.

- The piste safety service may in any case decide to close the fun zones for safety reasons.

### ARTICLE 2

Ski pistes shall be marked along their entire route by markers of different colours indicating their category as stated below, positioned sufficiently close together to avoid any risk of error by their users. The standard NF S 52/100 shall be applied to the ski area of Tignes.

**ANY ROUTE NOT MARKED OUT IS NOT A SKI PISTE BUT CONSTITUTES OFF-PISTE (free ride area) AND IS FOLLOWED UNDER THE FULL RESPONSABILITY OF ITS USERS.**

The markers indicating the ski pistes shall consist of discs at least 40 centimeters in diameter and numbered from 1 to x, from the lowest point on the piste upwards (to inform users and indicate to the ski patrol the precise location of a user in the event of an accident).

Between these markers and also on the side of the piste opposite to the markers, to mark the edges of the piste, there may be sticks or poles of the colour of the piste to indicate the side edges of the piste. These are sticks or poles made of wood or any other material and measuring more than 2 m in length. On the right edge, facing downhill, a fluorescent orange colour shall be used on the top of the sticks or poles to distinguish the right side from the left side.

The pistes are divided into 4 categories:

Easy pistes :	green colored markers
Intermediate pistes :	blue colored markers
Difficult pistes :	red colored markers
Very difficult pistes :	black colored markers

Of the black pistes, the “Naturide” pistes are not groomed by machines.

Each piste shall have a sign identifying it by name, written on the markers.

Fun zones are marked following the same rules as those used on ski pistes. To avoid any confusion with the pistes, the signs and marker poles used will be coloured orange and the tops of the marker poles on the right hand side of the piste will be black.

There are areas used by both pedestrians and skiers (snow fronts, areas at the bottom of the pistes, access routes to buildings, mountain restaurants, ski lift disembarkation areas, etc.) that are not ski pistes in the sense of this by-law, these areas must be used carefully at the own risk and responsibility of the users

Hazards shall be marked either by an appropriate standard signpost with a yellow background bearing the word DANGER or by yellow and black striped markers.

Pylons and ski lift terminals situated on or next to the pistes shall be protected with a suitable protection system.

It is strictly prohibited for ski piste users to modify, move or damage marking, signposting or protective equipment put in place by the piste company. Such an infraction may constitute endangerment of the life of others.

### ARTICLE 3

A. Users are permitted to use a ski piste only if it is declared and stated “ OPEN ” by the department in charge of piste safety.

B. Users of ski pistes practicing snowsports must in all cases have connecting straps or a reliable method of stopping their equipment to prevent it from continuing to descend the piste in the event of a fall.

C. A piste user obliged to climb or descend a piste on foot must use the edge of the piste, making sure that neither he nor his equipment endangers others, and especially on easy pistes.

D. The downhill skier has priority over the uphill skier. Overtaking must be with a wide berth so as not to cause any obstruction or collisions.

E. Where pistes cross each other, the user must ensure that he can proceed without endangering others.

F. The piste user must stop at the side of the piste and not behind any bumps or breaks in the piste and in the event of a fall must vacate the middle of the piste as quickly as possible.

G. All piste users must respect all existing information, markings and signs as well as all safety and protective devices (mattresses, protective netting, signage, piste markers, etc.)

H. Ski piste users are alone responsible for their equipment and their actions. They must behave in such a way as to not put others in any risk or danger due to their behavior or ski equipment.

I. All ski piste users must adapt their speed and behavior to their personal abilities and to the general terrain and weather conditions, the condition of the snow and the density of traffic.

J. The wearing of helmets is advised, especially for children.

### ARTICLE 4

At the end of the day, the piste shall be declared “ CLOSED ” by the piste safety department after it has been reconnoitered.

All users of the ski area encountered must comply with the instructions given by members of the piste patrol.

At the end of the day the ski lifts must close sufficiently early to allow users to reach the bottom of the pistes safely.

The maintenance machines work at night on closed pistes. Anyone using these pistes does so at his own risk.

### ARTICLE 5

At the time of closing of the pistes, mountain restaurant operators must ask their clients to leave the premises at the time stated in the authorization to use the ski area. The piste patrol member closing the piste shall inform them of his passage.

Each year a by-law authorizing the use of the ski area specific to each mountain restaurant fixes the closing times in line with the closing times of the pistes and before these closing times and the conditions of circulation of the mechanized vehicles supplying mountain restaurants. It also has written rules on the supplying of restaurants by vehicles. It also fixes the conditions for organizing evening events.

### ARTICLE 6

To inform users, the following must be installed in such a way as to be easily visible to users:

- A board stating the opening and closing times of the ski lifts,
- At the bottom terminal of each linking ski lift there shall be a sign indicating which pistes are served by that lift with indications of their categories, in accordance with the provisions of article 2 of the present by-law.
- At the beginning of each piste there shall be an arrow indicating the direction and colour of that piste.

A piste map shall be available to users at different distribution points.

The piste map shall contain general information concerning the different pistes in the resort, the opening hours and the rules of behavior of piste users.

### ARTICLE 7

When there is an avalanche hazard or if the weather conditions prejudice the normal operation of the ski resort, the piste must immediately be declared closed and must be patrolled by a member of the piste company, unless this is impossible.

Public information concerning the avalanche hazard estimated by Météo France for off-piste sectors, in line with the European scale, shall be communicated to users by three flags:

Hazard levels 1 and 2 (reduced and limited)	yellow flag,
Hazard levels 3 and 4 (marked and severe)	yellow and black checked flag
Hazard level 5 (very severe)	black flag.

The piste company may adapt the information provided by Météo France in line with the condition of the Tignes ski area and the local avalanche hazard forecast with the agreement of at least two members of the inner safety committee.

### ARTICLE 8

In the event of an avalanche hazard, the use of ski lifts and of the ski area to access pistes at risk can be prohibited by the Mayor or his authorized representative if all of the pistes that are thus served are at risk.

If the ski lift operator himself closes lifts that he considers to be at risk from avalanche he must report his decision immediately to the Mayor or his representative.

However, aerial and underground lifts can continue to operate for pedestrians, who must go back down on the lift on which they travelled up, providing that neither the lifts nor their departure or arrival terminals are at risk from avalanche.

### ARTICLE 9

A safety and rescue service for accident victims or persons in difficulty shall be organized and equipped with the necessary staff and equipment to accomplish its missions, including equipment for raising the alarm, providing first aid and transporting and evacuating injured persons.

Each year the organization of this piste safety department must be submitted to the Municipal Safety Committee for its approval. Rescue services shall be invoked on behalf of the Town Hall by the piste company to the beneficiary of evacuation by the Piste Safety Department regardless of the method used and regardless of the discipline practiced in the ski area on piste or off piste, in line with the tariffs defined each year by deliberation of the Municipal Council.

Any operation following an accident, whether or not involving bodily injury (an accident while travelling, evacuation linked to fatigue too great or the user's inability to continue his descent under normal safety conditions for himself or for others) or any damage to property requiring the evacuation of the user by the piste safety department by any means chosen by this department shall constitute assistance or rescue and therefore shall be invoiced.

Any intervention by order of the Director of the Pistes and Safety by delegation of the Mayor, of whom he is the representative, designed to stop any danger generated by persons committing acts of serious recklessness, whether voluntarily or not and whose potentially accident-inducing behavior may put in danger the user himself or others shall also be regarded as assistance or rescue. This rescue operation linked to abnormal behavior by the user (error in choosing a route) shall be invoiced in the same way as other interventions even in the absence of an injury to the rescued person.

### ARTICLE 10

While the ski pistes are open, motorized maintenance and safety vehicles used in urgent operations are permitted to circulate on the pistes under the following conditions:

- 1 A route avoiding pistes shall be taken in preference,
- 2 An orange light shall be carried in a prominent position,
- 3 An audible warning device shall be used in the event of poor visibility,
- 4 The piste shall be cleared as quickly and as safely as possible,
- 5 Where necessary, provision shall be made for snow grooming machines to be accompanied.

In the event of an accident requiring the parking and circulation on the piste of maintenance or safety vehicles, the piste company shall close the piste.

Motorized vehicles may perform the following tasks:

- Transportation of injured persons (with or without toboggan),
- Transportation of rescue personnel (doctors, patrol staff, avalanche rescue dogs, etc.),
- Transportation of equipment (First Aid equipment, avalanche probes, etc.),
- Transportation of marking and protective equipment,
- Transportation of equipment or staff for ski lift rescue purposes,
- Transportation of equipment to repair ski lifts,
- Transportation of tools to repair snow groomers
- Transportation of equipment or staff for avalanche control (PIDA),
- Transportation of non-injured persons requiring evacuation (broken equipment, tired, etc.),
- Travelling in order to operate the artificial snow making network,
- General observation of the ski area,
- Travelling for the purposes of work by tracked vehicles,
- Transportation of equipment for competitions,
- Transportation of equipment belonging to competitors,
- Transportation of equipment for events,
- Return to the place of parking after completing work,
- Activities conforming to article 5 and annual authorization to use the ski area.

### ARTICLE 11

11-1 Avalanche rescue dogs on a mission, in training or on duty are permitted on the ski pistes when accompanied by their handler.

11-2 The practice of paragliding, speed-riding, kiting and kiteboarding in the ski area is governed by specifics by-laws.

11-3 The practice of tobogganing is governed by a specific by-law.

11-4 Night time torchlight descents are governed by a specific by-law.

11-5 Horses may cross snow front areas where they are involved in organized equestrian outings.

11-6 Dog sleds are permitted in the ski area providing the organizer signs an agreement with the Commune defining details such as the authorized routes.

11-7 Avalanche Control on the ski area is governed by a specific by-law.

11-8 Kindergarten areas are subject to a specific convention for the use of public areas.

### ARTICLE 12

In the event that climatic and weather conditions make the practice of snowsports particularly dangerous on certain pistes, it is the responsibility of the Director of the Piste Department to take appropriate measures to ensure safety and to inform the Mayor of these.

The practice of various snowsports disciplines outside the marked and open pistes (freeride) is entirely at the own risk of persons doing so. They are advised to carry an avalanche transceiver.

These areas are not marked out and have neither opening nor closing times and are not patrolled. Persons using these areas do so at their own risk and are advised to carry equipment enabling them to be located in the event of an avalanche.

### ARTICLE 13

Information to skiers shall be provided using the following methods:

**A – In general:**

- By electronic or manual boards showing the opening and closing times of the pistes located at the access points of ski lifts,
- By electronic information boards located in these same places displaying safety advice and warnings to skiers where necessary,
- By distributing, including through the Tourist Office, the piste map for the resort indicating the categories of difficulty of the pistes,
- By information broadcast by the local radio station regarding opening times and the state of the pistes,
- By information available on the Internet at www.tignes.net

**B – In the ski area:**

- By piste panorama boards showing the routes and colors (difficulty categories) of the pistes,
- At the beginning of each piste by an arrow indicating the direction and color of the piste,
- At the bottom of each ski lift, by a sign stating the opening and closing times of the ski lifts,
- By piste markers and signage in accordance with article 2,
- By flags indicating the avalanche hazard level in accordance with article 7.

### ARTICLE 14

The Piste Director is approved by a by-law issued by the Mayor.

The Piste Department Director and his deputies or assistants, as delegated permanently by the Mayor, the staff of the Tignes Piste Company, the operators of the ski lifts and ski area and their staff, the Gendarmerie Nationale and Municipal Police, are each held to execute the present by-law, which shall be published and displayed in the usual locations and in all appropriate places.

The Piste Department Director may at any moment call a meeting of the Inner Safety Committee chaired by the Mayor.

### ARTICLE 15

The present by-law cancels and replaces the Municipal By-law relating to safety on the ski pistes dated the 14<sup>th</sup> February 2005.

### ARTICLE 16

In accordance with article L 2131.1 of the General Code of Local Authorities, an exemplified copy of this by-law shall be sent to the following:

- The Sub Prefecture in Albertville,
- The Procureur de la République in Albertville,
- The Gendarmerie Nationale,
- P.G.H.M, CRS mountain rescue,
- The Civil Security for the Savoie,
- The S.A.F. (French Aerial Safety Force)
- The Société des Téléphériques de la Grande Motte,
- The Director of the Tignes Piste Company, for display all over the ski area,
- The Municipal Police (In accordance with articles L 42213.18, L 2212.5 and law number 99.291 of the 15<sup>th</sup> April 1999 for application) and article 78.6 of the Criminal Procedure Code,
- The ski and snowboarding schools,
- The rental shops and sports shops,
- The mountain restaurants situated in the ski area of Tignes,
- The town hall of Val d 'Isère,
- The Club des Sports association of Tignes,
- SEM Tignes Développement,
- For display at Tignes Town Hall with the date of display and duration.

Made in TIGNES,  
on 11<sup>th</sup> December 2009

Mayor,  
M. Olivier ZARAGOZA